

Le braquage du train parlementaire (7.7.11)

Le ministre Jean-Claude Marcourt semble résolu à faire voter son décret médecine à temps au parlement, quoi qu'il lui en coûte. Même si pour cela, il doit griller plusieurs feux rouges. Ainsi, si le ministre suivait la procédure classique, il devrait d'abord soumettre son projet au gouvernement, puis demander l'avis du Conseil d'Etat et des organisations étudiantes. Enfin, il pourrait alors le proposer au parlement. Mais le Ministre voudrait court-circuiter ces concertations. C'est cette situation que dénoncent la Fédération des Etudiants Francophones (FEF) et le Comité InterUniversitaire des étudiants en Médecine (CIUM) dans un communiqué du 5 juillet.

Ce serait donc par une initiative parlementaire, comprendre dans un train téléguidé par le Ministre, que le décret arriverait sur la table du Parlement, avant le 19 juillet (date de la dernière séance avant les vacances parlementaires). Pas de navette donc mais bien un TGV qui menace de dérailler.

Après deux ans de débats, alors que les inscriptions universitaires sont déjà ouvertes, le Ministre n'a toujours pas trouvé de plan. Il ne peut d'ailleurs dire aujourd'hui de quoi ce décret sera constitué : année propédeutique ? Test contraignant ?

Nous nous inquiétons du sort de tous ces étudiants en première année de médecine qui devront prendre le train en marche.

Par ailleurs, la FEF et le CIUM tiennent à rappeler leur position commune contre tout dispositif de sélection (test contraignant aiguillant vers une propédeutique ou examen d'entrée). Cela constitue un eugénisme académique basé sur un principe d'écrémage social. La Fédération des Etudiants Francophones, l'Union des étudiants de la Communauté Française, le C.I.U.M. et les 5 Organisations Représentatives Locales (l'Organisation Représentative des Etudiants (UMons), le Bureau des Etudiants Administrateurs (ULB), l'Assemblée Générale de Louvain (UCL), la Fédé (ULg) et l'Assemblée Générale des Etudiants (FUNDP) sont également contre ce système d'examen contraignant. Les positions étudiantes, à tous niveaux, sont donc unanimes sur la question !

Pour les étudiants, ce train d'enfer que mène le Ministre ne signifie rien de bon. On pourrait difficilement imaginer politique plus funeste à long terme. Nous serons prêts à nous mobiliser si une telle décision devait tomber.